



04/10/2024



- 1. Définition & impacts
- 2. EEE en région
- 3. Réglementation
- 4. Stratégie régionale/ Outils régionaux
- 5. Echanges



Certaines prolifèrent et représentent une menace majeure parce qu'elles remplacent les espèces indigènes, modifient les habitats altèrent le fonctionnement des écosystèmes, peuvent engendrer des coûts importants et avoir des impacts sanitaires.























12 milliards d'euros par an



Les EEE sont [...] la troisième cause de l'érosion de la biodiversité mondiale.

UICN



Maladies, infections, blessures, biotoxines, allergènes ou substances toxiques

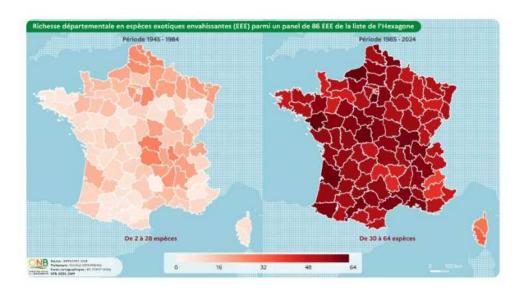
l'Hexagone

Depuis 1985, un département d'Hexagone compte en moyenne 14 espèces exotiques envahissantes de plus tous les dix ans.

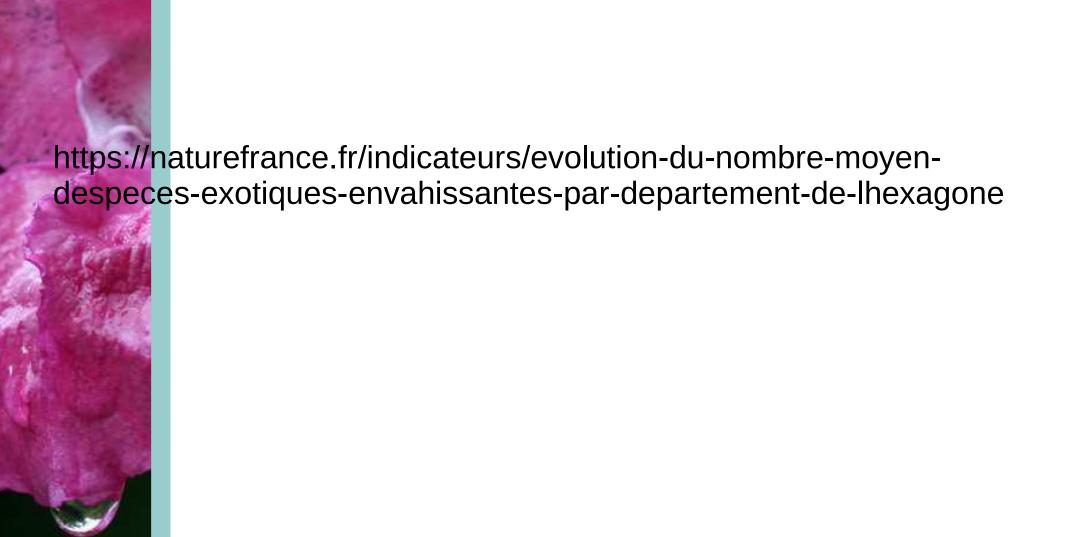
14 espèces exotiques envahissantes

en 2024

Télécharger







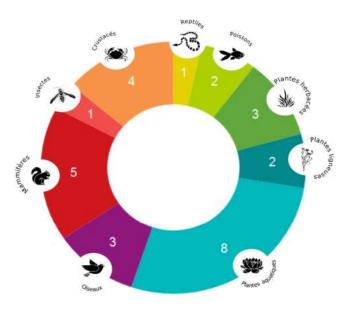


Contexte régional



- 41 sp réglementées
- Faune
 - 47 sp réglementées





Répartition par groupes des 29 espèces exotiques envahissantes réglementées présentes sur la région Hauts-de-France

88 espèces prioritaires sont inscrites sur la liste européenne



Réglementation

- La réglementation sur les espèces exotiques envahissantes (EEE) définit les principes généraux de lutte contre ces espèces : définition d'activités interdites ou soumises à autorisation, contrôles des voies d'introduction, opérations de lutte sur le terrain.
 - Fournit un cadre d'actions en vue de préserver biodiversité, santé humaine et enjeux sociaux et économiques
 - Instaure une gestion des espèces exotiques envahissantes harmonisée à l'échelle de l'UE
 - S'articule autour de la mise en œuvre d'une **liste d'espèces** préoccupantes pour l'UE
- Elle relève du niveau européen et du niveau national :
 - Règlement UE 1143/2014 du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes
 - Stratégie nationale relative aux EEE
 - Réglementation EEE: code de l'environnement (Loi biodiversité, décret n°2017-595 du 21 avril 2017) et arrêtés du 14 février 2018
 - Autres réglementations : autres articles du CE, CRPM, CSP.



Le Règlement n°1143/2014

 Règlement UE n°1143/2014 du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes.

Fournit un cadre d'actions destiné à prévenir, réduire au minimum et atténuer les incidences négatives des EEE sur la biodiversité et les services écosystémiques associés, sur la santé humaine et à limiter les dommages subis sur le plan socio-économique.

- Instaure une gestion des EEE harmonisée à l'échelle de l'UE (coordination des actions, échange d'informations).
- S'articule autour de la mise en œuvre d'une **liste d'EEE préoccupantes pour l'UE (EEEUE)** sur lesquelles s'appliquent des restrictions (choix sur la base d'analyses de risques et de preuves scientifiques).



Le Règlement n°1143/2014

- **Liste EEEUE :** dynamique (mises à jour tous les 2ans)
 Actuellement : **88 espèces** (1ère liste en 2016, complétée en 2017 et 2019 et 2021)- 47 faune
- Liste nationale : par principe de subsidiarité, les EM peuvent la compléter au niveau national ; elle reprend a minima la liste UE. Prévu avant été 2021
- 3 types de mesures sur les EEEUE :
 - Prévention de l'introduction: à travers les restrictions (activités interdites avec régime d'autorisation),
 - Détection précoce et éradication rapide (espèces « émergentes »): système de surveillance, de recherche et de suivi des EEE et de contrôles aux frontières,
 - Gestion des EEE installées (« largement répandues »): réduction des impacts et limitation des fronts de colonisation.



La réglementation nationale

- La réglementation EEE relève du code de l'environnement (mais pas que...)
 - Art. L.411-5 à L.411-10 (Loi 2016-2017 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages) :
 - prévention de l'introduction et de la propagation des EEE
 - opérations de lutte contre les EEE
 - Art. R.411-31 à R.411-47 (Décret n°2017-595 du 21 avril 2017 relatif au contrôle et à la gestion de l'introduction et de la propagation de certaines espèces animales et végétales)



Deux arrêtés:

- Arrêté du 14 février 2018 relatif à la prévention de l'introduction et de la propagation des espèces animales exotiques envahissantes sur le territoire métropolitain
- Arrêté du 14 février 2018 relatif à la prévention de l'introduction et de la propagation des espèces végétales exotiques envahissantes sur le territoire métropolitain

Les espèces sont classées en 2 groupes : niveau 1 et niveau 2

Pour les espèces de niveau 1:

- FAUNE:
 - Article 2: interdiction d'introduction milieu naturel (espèces de niveau 1)
 - Dérogations possibles
- FLORE:
 - Pas d'espèces classées en niveau 1



La réglementation nationale

- Les EEE peuvent être soumises à d'autres réglementations du CE, du CRPM, du CSP :
 - Chasse (espèces nuisibles)(R.427-6... CE): Chien viverrin, Raton laveur, Ragondin, Rat musqué,
 - Pêche en eau douce (R.432-5 CE) : Crabe chinois, écrevisses et Grenouille taureau,
 - Dangers sanitaires (L.201-1 ... CRPM) : Frelon asiatique,
 - Organismes nuisibles aux végétaux et animaux (L.251-3 CRPM) : Ragondin, Rat musqué,
 - [Organismes nuisibles à la santé humaine (L.1338-1 ...) : Ambroisie à feuilles d'armoise, Ambroisie à épis lisse, Ambroisie trifide. Pas en EEE à ce jour].
 => associer l'ARS Modification du CSP
- Réfléchir au dispositif le plus adapté, démultiplier les modes d'actions.

La **réglementation Faune sauvage captive** (L.412-1, L.413-1... CRPM) s'applique aux établissements d'agrément, de vente, d'élevage, de présentation au public détenant des EEE animales.

=> DDPP/OFB

Réglementation

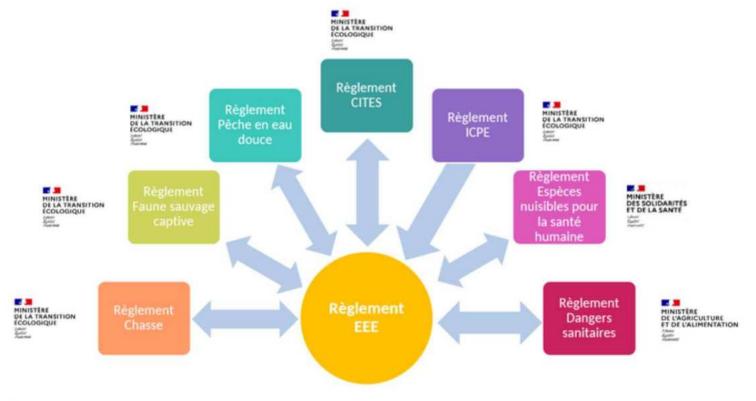


Figure 9. Transversalité de la réglementation EEE avec les autres réglementations nationales. Schéma inspiré du schéma de la Direction de l'eau et de la biodiversité de 2019



Réglementation

Programme de révision des listes au niveau de l'UE est porté à tous les 2 ans : dernière en 2023 et prochaine liste 2025/2026.

MAJ AM 14/02/2018



UE :17 sp faune dont :Serpent roi de californie, xénope lisse, fourmi de feu...

Une liste complémentaire d'espèces établi DONC une liste nationale (réglementation idem sp niveau 1 et niveau 2) publié en 2023 (AM du 2mai 2023)

Faune:

MAMMIFERES

Neovison vison (Schreber, 1777) = Mustela vison : Vison

d'Amérique

CRUSTACES

Portunus segnis (Forskål, 1775): Crabe bleu

MOLLUSQUES

Dreissena rostriformis (Andrusov, 1897): Moule quagga

INSECTES

Vespa orientalis (Linnaeus, 1771) : Frelon oriental



Niveau 1

Article L411-5 du code de l'environnement

Interdiction d'introduction dans le milieu naturel d'animaux et de plantes non indigènes au territoire d'introduction et non domestiques [animaux] / non cultivées [plantes]

Niveau 2

Article L411-6 du code de l'environnement

Interdictions cumulées

- Introduction sur le territoire, y compris transit sous surveillance douanière
 - Introduction dans le milieu naturel
 - Détention
 - Transport
 - Colportage [= vente ambulante]
 - Utilisation
 - Échange
 - Mise en vente
 - Vente
 - Achat



Stratégie régionale

Opérationnelle

- Réfléchie par l'ensemble des acteurs
- Mise en œuvre à l'échelle locale par tous

Pertinente & exhaustive

- Réponde aux enjeux du territoire
- Couvre l'ensemble des domaines de compétence



•

ARB

Pilote DREAL

Espèces Exotiques Envahissantes

Animateur CEN



Comité de coordination

Groupe technique

Appui - échange

AESN – AEAP – Cds –
Chambre d'Agriculture – DRAAF –
CRPF – ONF – ENRx –
Syndicat des infrastructures linéaires –
URCPIE – VNF – Université de Picardie...

Animation

Réseaux et territoires existants

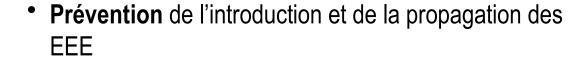
Alimentation

entre de ressources régional EEE

Alimentation



5 axes



- Interventions de gestion des espèces et restauration des écosystèmes
- Amélioration et mutualisation des connaissances
- Communication, sensibilisation, mobilisation et formation
- Gouvernance



Stratégie régionale EEE HdF



Validé en CSRPN et copil ARB en janvier 2023 puis mise en oeuvre







Environnement





Parmi les objectifs : Améliorer la



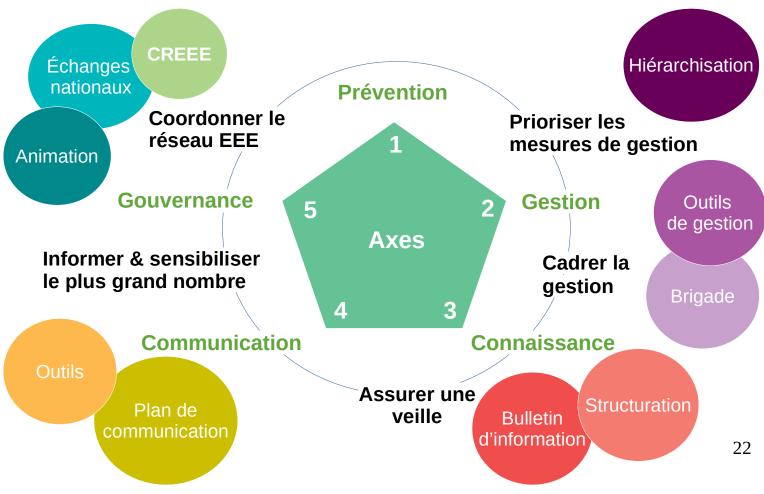
santé humaine et animales : inclut les

EEE





Stratégie régionale



Présentation des actions

Les 19 actions sont réparties dans les quatre volets qui constituent les priorités du plan d'action,

1 - Synthèse des actions et du calendrier du plan

Action	Intitulé Années : 2020 à 2030	22	23	24	25	26	27	28	29	30
OLET TI	NANSVERSAL									
1	Faciliter l'appropriation de l'enjeu EEE par l'ensemble des acteurs concernés									
2	Renforcer la coopération interministérielle et les synergies entre réglementations, autour d'une approche « One Health »									
3	Contrôler l'importation d'EEE, notamment outre-mer									
4	Renforcer les contrôles dans les établissements détenant et commercialisant des EEE réglementées.				2					
5	Limiter l'introduction et la propagation par le commerce en ligne d'EEE réglementées									
6	Développer les connaissances sur les EEE, y compris sur les émergentes									
7	Prévenir la propagation d'espèces via l'utilisation d'outils tels que la cartographie et la surveillance participative									
8	Renforcer le dispositif réglementaire sur le EEE pour les territoires ultramarins	83								
OLET a	TRANSPORT ET CORRIDORS »		-		100					
9	Renforcer la vigilance en matière de biosécurité concernant les activités récréatives et professionnelles dans les milieux naturels									
10	Favoriser des pratiques de gestion adaptées concernant les populations d'EEE en milieux aquatiques									
11	Limiter l'introduction d'EEE par le transport international de passagers, par la communication et le contrôle									
12	Prendre en compte les EEE dans la construction et l'exploitation des infrastructures linéaires									
13	Améliorer la coopération européenne autour des connectivités interbassins									
OLET .	USAGES ORNEMENTAUX ET HORTICOLES »				na	200				
14	Sensibiliser les professionnels du végétal et le grand public aux risques liés aux EEE végétales									
15	Sensibiliser à la gestion des déchets d'EEE végétales									
16	Former les agents effectuant les missions de police dans le domaine du végétal									
17	Mettre en œuvre le régime d'autorisations pour les établissements détenteurs de végétaux									
OLET a	ELEVAGES, REPEUPLEMENTS ET DÉTENTION DOMESTIQUE »	*				-	-	-	-	-
18	Sensibiliser les professionnels de l'animal et le grand public aux risques liés à la détention domestique d'EEE animales									
19	Élaborer un guide d'informations pratiques relatif à la détention d'EEE animales non réglementées									
	Année(s) de mise en place de l'action (démarrage : construction des outils nécessaire	, mise	en plac	e des r	noyen	s de ré	alisatio	n)		
	Année(s) de poursuite de la mise en œuvre de l'action (rythme normal de réalis	ation	de l'ac	tion)						
	Année(s) de veille sur la thématique de l'action, pouvant générer des ajustemes	nts sur	le pro	tocole	de rea	alisatio	n n	- 0		





2 Renforcer la coopération interministérielle et les synergies entre réglementations, autour d'une approche « One Health »

4 Renforcer les contrôles dans les établissements détenant et commercialisant des EEE réglementées

5 Limiter l'introduction et la propagation par le commerce en ligne d'EEE réglementées

18 Sensibiliser les professionnels de l'animal et le grand public aux risques liés à la détention domestique d'EEE animales

19 Élaborer un guide d'informations pratiques relatif à la détention d'EEE animales non réglementées





Lecontenu



des documents



des actualités

régionales



des retours





des outils



le suivi de la

stratégie



et bien plus



DOCUMENTS

Posters, livrets.....



Rongeurs aquatiques envahissants

Berce du Caucase

Moustique Tigre

Ambroisie à feuille d'armoise











BOTANIQUE NATIONAL





Objectif & fonction

7 posters A1



Exposition disponible

Conçu en collaboration par









avec l'appui de



Stratégie régionale

* Améliorer et mutualiser la connaissance

- Assurer une veille
 - Structuration du réseau
 - Développement d'un outil d'échanges et de partage
 - Liste de diffusion <u>eee hdf@framalistes.org</u>
 44 abonnés à ce jour
 - Pour s'inscrire :

https://framalistes.org/sympa/subscribe/eee hdf

Bulletin d'informations



Stratégie régionale EEE - AXE GESTION & RESTAURATION OBJECTIF 1 - INTERVENIR RAPIDEMENT LORS D'UNE **DÉTECTION PRÉCOCE SUR SITE**

>> Sous-objectif 1 – Constituer une force d'intervention précoce







Discussions/réflexions

Modèle brigade normandie

Projet interég FCEN

Comité orientation ARB

COPIL ARB

CTEE

GESTe

Définir un cadre et les attentes:

doter le territoire d'une brigade opérationnelle d'intervention rapide sur les nouveaux foyers d'EEE animales et végétales à forts enjeux.

Dispositif qui complète le réseau d'interventions déja en place en région

Agence Régionale Biodiversité Hauts-de-France : Espèces Exotiques Envahissantes

Stratégie régionale EEE - AXE GESTION & RESTAURATION
OBJECTIF 1 - INTERVENIR RAPIDEMENT LORS D'UNE DÉTECTION PRÉCOCE SUR SITE
>> Sous-objectif 1 - Constituer une force d'intervention précoce



GESTe

(Groupe Expertise Scientifique et Technique)

Composition:
DREAL - OFB - Région - Cerema
CEN - DDT(M) - CBNBI - GON FRC - Fredon - Picardie Nature Association régionale de pêche

Appui technique et scientifique

Appui technique et scientifique/ partage informations

Cellule EEE

Périmètre d'action

- Guichet unique (« SOS EEE ») numéro d'appel unique/formulaire de contact : oriente les appels
- Animation de la stratégie régionale relative aux EEE;
- Coordination technique du réseau de dispositifs régionaux d'interventions (brigade et réseaux);
- Accompagnent/formation/ appui (exple : rédaction de cahiers des charges, appui à la recherche et coordination de financements...);

BRIGADE

- Opérationnalité/terrain
- Accompagnement technique
- Interventions en priorité sur EEE émérgentes/ foyers émergents

Personnels techniques formés aux interventions et coordonnés par la Cellule

Réseau d'interventions

- Collectivités territoriales
- Gestionnaires de milieux
- FRC/FDC
- ARP/FDP
- Associations
- Gestionnaires d'infrastructures
- -----

Des personnes identifiées au sein des structures (« référent EEE) Un engagement des structures partenaires et un maillage complet du territoire Acteurs Régionaux

Appui (interventions/formati on....)/partage informations





Objectifs

Echanger autour d'une espèce et d'une problèmatique

Décider collégialement d'actions à déployer

Initier une dynamique

Réagir avec pertinence et moyens adaptés



Le Tamia de Sibérie





La Perruche à collier





La Berce du Caucase et

l'Ambroisie à feuilles d'armoise



Le Xénope lisse : 1 site +

Echange avec les wallons et les

Flamands







Frelonasiatique







Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement



- O Beaucoup d'acteurs impliqués
- O Des réunions de travail
- O FV: financement PNA Avesnois
- O Mars: décision de lancer un AMI pour un plan régional Frelon
- O Choix de l'animateur FREDON Hauts-de-France
- O 1ere réunion du GT: 8 décembre à Loos en Gohelle

Frelonasiatique







Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement

Bourdon

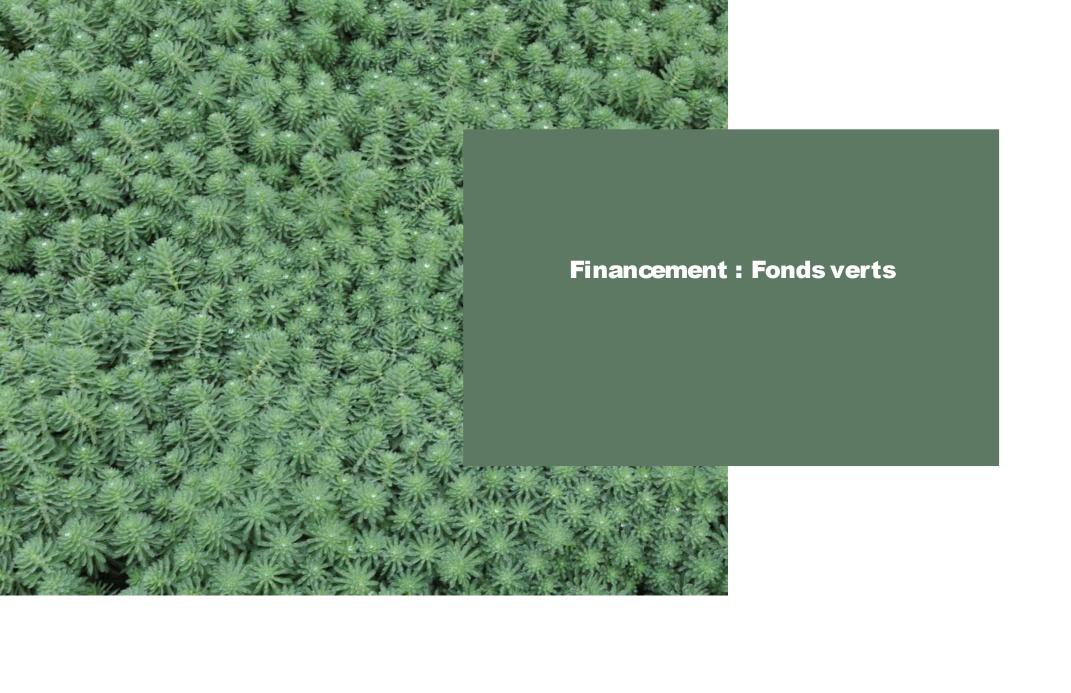
Frelon asiatique

Frelon européen



Objectifs:

- Elaboration d'un plan régional d'actions relatif au Frelon asiatique
- En partenariat avec les structures partenaires
- En collaboration avec l'animation de la stratégie régionale EEE
- Des GT afin de réfléchir aux actions à inscrire dans le plan en prenant en compte les divers enjeux associés à la problématique
- Un plan de communication au sein du plan d'actions









Lancé en Août 2022

Axe 3 accompagnement de la stratégie nationale biodiversité 2030

Volet réductions des pressions prévoit le renforcement de la lutte contre les EEEE

Fait suite au dispositof op. Coup de poing de 2022

Projets éligibles : opérations locales de régulation des pop d'EEE impliquant divers acteurs dans la mise en oeuvre de moyens adaptés de lutte Faune/Flore





Dans les Hauts-deFrance

Quelques chiffr



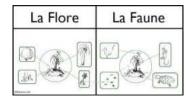
Jury partagé brique MAT 11 candidatures



9 dossiers retenus



Environ 567 000 euros



5 flore/3 faune/3 autres (accompagnement, inventaire, communication etc.....)



3 assoc/1 administration/ 4 syndicats mixtes/ 3 collectivités

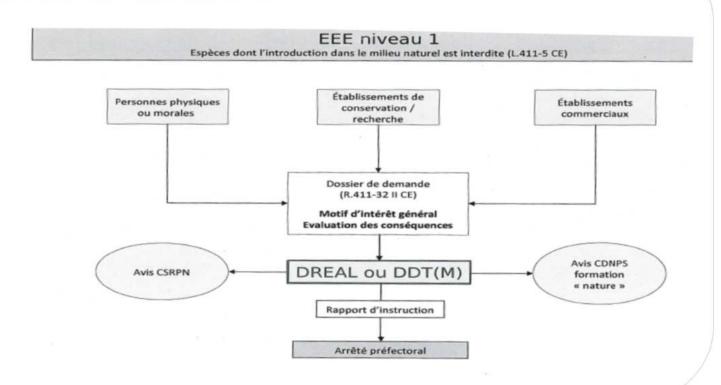


Notes DEB

4 notes techniques en cours de rédaction / signature

- les opérations de lutte sur le terrain
- les régimes d'autorisation
- les modalités des contrôles aux frontières
- les contrôles des établissements sur le terrain (non signée)





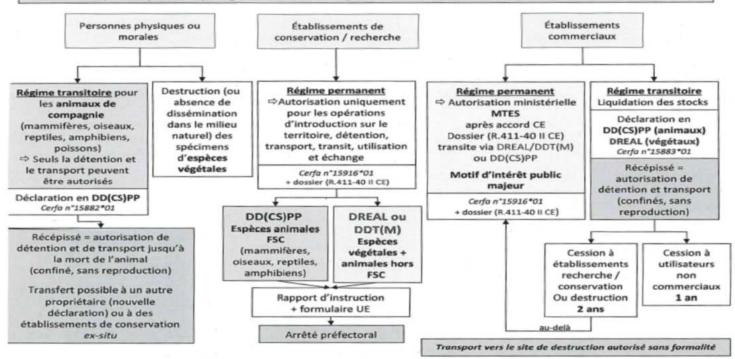


3.

Réglementation

EEE niveau 2

Espèces dont l'introduction sur le territoire, l'introduction dans le milieu naturel, le transit y compris sous surveillance douanière, la détention, le transport, le colportage, l'utilisation, l'échange, la mise en vente, la vente ou l'achat sont interdits (L.411-6 CE)





EEE de niveau 2	Règlementation nationale – régime transitoire (animaux de compagnie)	Réglementation nationale – régime pérenne
Introduction sur le territoire	NON	NON
Introduction dans le milieu naturel	NON	NON
Transit sous surveillance douanière	NON	NON
Détention	OUI (Déclaration)	NON
Transport	OUI	NON sauf vers sites de destruction
Colportage	NON	NON
Utilisation	OUI	NON
Echange	NON	NON
Mise en vente	NON	NON
Vente	NON	NON
Achat	NON	NON



EEE de niveau 2	Règlementation nationale – régime transitoire (stocks commerciaux)	Réglementation nationale – régime pérenne
Introduction sur le territoire	NC	OUI (AP)
Introduction dans le milieu naturel	NC	NON (doctrine à établir pour les relâchers scientifiques)
Transit sous surveillance douanière	NC	OUI (AP)
Détention	NC	OUI (AP)
Transport	NC	OUI (AP sauf vers sites de destruction)
Colportage	NC	NON
Utilisation	NC	OUI (AP)
Echange	NC	OUI (AP)
Mise en vente	NC	NON
Vente	NC	NON
Achat	OUI	NON



Autorisation préfectorale.

Dossier déposé auprès du préfet du lieu de réalisation de l'opération ou du lieu de départ (si transport) :

- DDPP si FSC (mammifères, oiseaux, reptiles, amphibiens),
- DREAL ou DDT(M) si flore ou faune non FSC.
- Instruction de la demande :

DDPP Rapport d'instruction

PAS d'avis CSPRN ni CDNPS

Arrêté préfectoral départemental + formulaire UE Transmission D(R)EAL / DDT(M) / MTE





Transport:

 Concernant les aspects de prélèvement de spécimens dans le milieu naturel, destinés à être par la suite transportés vers un lieu de détention, autorisation délivrée par la DDPP

Formulaire de transport

En cas de transport d'un département A puis réimplantation dans un département B, deux autorisations devront être délivrées (autorisation 1 correspondant au transport, délivrée par la préfecture du département A, et autorisation 2 de détention délivrée par la préfecture du département B). Le transport doit être assuré dans la mesure du possible par l'établissement concerné.

• Cas d'un particulier :

A priori, le transport n'est autorisé que vers des sites de destruction (§3 article L.411-8 du code de l'environnement). Il vaut mieux apporter le spécimen vers un site où il pourra être pris en charge que de le laisser dans l'environnement

Pas de formulaire de transport



 Pour des établissements à vocation commerciale (élevages d'animaux à fourrure, animaleries, pépiniéristes, structures de présentation d'animaux au public, entreprises industrielles utilisant des EEE...)

Pour des raisons d'intérêt public majeur, Autorisation ministérielle après accord de la CE. Le dossier transite par le service qui l'a réceptionné.

• La **mise sur le marché** (sauf écoulement des stocks (cf. dispositions transitoires- 1 ou 2ans selon destinataires) et la **libération dans le milieu naturel restent interdits.**

Objectif : permettre des usages en tarissant les sources commerciales d'EEE de niveau 2.

Le transport des spécimens vers les sites de destruction ne nécessitent pas d'autorisation



Opérations de contrôles

- Contrôle aux frontières des végétaux, animaux, produits végétaux et animaux et autres biens susceptibles de constituer ou de véhiculer des EEE de niveau 2 (L.411-7 CE, R.411-43 à 45, arrêtés du 14 février 2018 et CRPM):
 - par des agents du SIVEP (Service d'Inspection Vétérinaire et Phytosanitaire) et des douanes,
 - au niveau des PIF, points d'entrée désignés ou communautaires.
 - Utilisation/extraction TRACES ?

Au niveau de l'Autorité Environnementale

- Prise en compte des EEE :
- L'autorité environnementale attire l'attention sur la présence dans les données du Conservatoire Botanique National de Bailleul de nombreuses espèces exotiques envahissantes. Celles-ci présentent une menace potentielle pour les habitats et les espèces indigènes les plus sensibles ;
- De plus, les espèces aquatiques exotiques envahissantes n'ont pas été relevées.
- L'autorité environnementale recommande de réaliser un inventaire de la flore aquatique et des espèces aquatiques exotiques envahissantes végétales présentes dans la Lawe sur le site projet.

Au niveau de l'Autorité Environnementale

Concernant les espèces exotiques envahissantes

Deux espèces exotiques envahissantes ont été recensées sur le territoire : la Renouée du Japon (Fallopia japonica), et la Balsamine de l'Himalaya (Impatiens glandulifera). Sur les stations identifiées par l'USAN, les pieds seront gérés par fauche exportatrice. L'USAN prévoit de faucher les pieds de Renouée du Japon trois fois par an. Or, dans le guide des plantes exotiques envahissantes 1, le conservatoire botanique national de Bailleul conseille de faucher ces plantes 6 à 8 fois par an, entre le mois de mai et le mois d'octobre, et recommandent une grande vigilance sur la dispersion des fragments de plantes, qui sont susceptibles de se bouturer notamment à proximité de cours d'eau.

L'autorité environnementale rappelle que la gestion des espèces exotiques envahissantes doit se faire avec une grande vigilance afin de ne pas contribuer à la dispersion de ces espèces, et recommande de se référer au guide des plantes exotiques envahissantes élaboré par le conservatoire botanique national de Bailleul afin de gérer ces espèces de façon optimale.

Au niveau de l'Autorité Environnementale

MR4: mettre en place des mesures visant à lutter contre les espèces végétales invasives et leur dissémination pendant les travaux;

R2.1f - Dispositif de lutte contre les espèces exotiques envahissantes (actions préventives et curatives)

Mesure de réduction MR4 : Mettre en place des mesures visant à lutte contre les espèces végétales invasives et leur dissémination

Equivalence « THEMA » : R2.1f - Dispositif de lutte contre les espèces exotiques envahissantes (actions préventives et curatives)

Description de la mesure :

Les espèces invasives ont un fort pouvoir de colonisation. Les travaux ne doivent pas faciliter leur dispersion, à l'inverse, ils doivent être l'occasion de mettre en oeuvre une lutte contre ces dernières. En l'absence de précaution, les travaux favoriseraient leur introduction sur le site et pourraient aussi ruiner les efforts de développement des mesures à vocation écologique (zone d'évitement notamment).

La Renouée du Japon a été identifiée sur la zone d'étude. Certaines de ses stations seront en partie impactées. Il est donc nécessaire d'éviter que les travaux ne permettent sa dissémination ailleurs sur le site.

Pour cela, les stations de Renouée du Japon feront l'objet de deux fauches exportatrices en juillet-août puis en octobre de l'année précédant l'aménagement, puis en fonction du démarrage effectif des travaux et de leur durée, elles se dérouleront chaque année en juillet août. Ces fauches ont pour objectif d'empêcher la dissémination des semences sur les zones mises à nues.

Un semis pourra être réalisé sur les zones éventuellement mises à nu afin de prévenir l'installation d'espèces invasives (mélange diversifié d'espèces régionales).

L'arrachage de la Renouée du Japon ou l'évacuation des terres contaminées par l'espèce n'est pas possible du fait de la nature du site et de son historique.

Le robinier fera l'objet d'un suivi visant à empêcher sa dissémination juste après travaux sur les zones mises à nues (arrachage des jeunes plants en mai et juin pendant 2 ans).

Par ailleurs, au sein des emprises des travaux et tout au long de la phase de travaux, une attention particulière devra toutefois être accordée dans le cadre du projet au risque d'introduction fortuite. Les travaux sont, en effet, l'une des principales causes de dissémination des espèces exotiques envahissantes. Trois facteurs en sont à l'origine:

- la mise à nu de surfaces de sol, qui deviennent des terrains d'installation privilégiés pour les espèces exotiques envahissantes ;

- le transport de fragments/graines de plantes par les engins de chantier ;

- l'import et l'export de terre contenant des fragments, rhizomes, graines ou fruits d'espèces exotiques. Les entreprises en charge des travaux seront sensibilisées afin qu'elles prennent les précautions nécessaires pour éviter leur dissémination. Les travaux devront garantir qu'aucune autre espèce invasive ne sera introduite au sein ou à proximité de l'aire d'étude.

Les entreprises devront prendre toutes les précautions nécessaires et notamment :

 nettoyer les engins susceptibles d'être contaminés par des espèces exotiques envahissantes sur des espaces sécurisés et dédiés à cet effet

- assurer une lutte contre les stations d'espèces invasives identifiées afin de limiter les risques de propagation spontanées (évacuation stricte des produits de coupe en centre agréé)

- n'utiliser, si nécessaire, que des matériaux ne contenant aucun fragment d'espèces végétales exotiques envahissantes. L'origine des matériaux utilisés doit être connue et sera vérifiée ;

 évacuer en centre de traitement spécialisé tous les matériaux remaniés du site contaminé par des espèces végétales invasives.

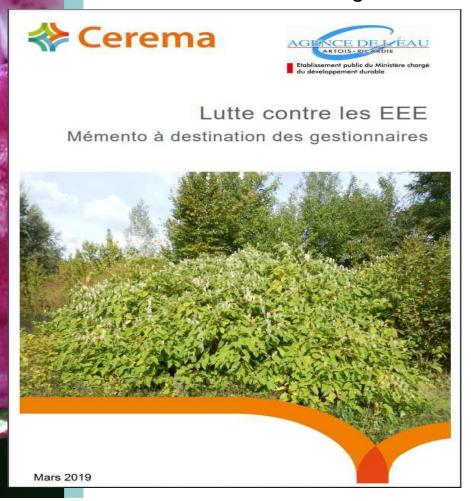
 assurer une végétalisation préventive des sols remaniés et/ou mis à nu, avec des espèces indigènes.

L'ingénieur écologue en charge du suivi du chantier assurera le suivi de la colonisation éventuelle du chantier par ces espèces invasives. L'entreprise aura à sa charge l'intervention préconisée pour assurer la lutte contre ces espèces (défrichement, gyrobroyage, ...) lors des travaux. Cette surveillance sera poursuivie à l'issue du chantier par l'organisme en charge de l'entretien des espaces verts.





https://eee.drealnpdc.fr/wp-content/uploads/2021/01/Convention-AEAP_Mementogestionnaires.pdf



https://doc.cerema.fr/Default/doc/SYRACUSE/596364/especes-exotiques-envahissanteset-infrastructures-lineaires-de-transport-definition-d-une-strategie





DOCUMENTS SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES

Pour toute recherche de documents par espèce, vous pouvez consulter la base d'informations sur les espèces introduites et leur gestion.

Ouvrages et guides pratiques	4
Codes de conduite	+
Hiérarchisation et analyses de risque	+
Rapports scientifiques	+
Retours d'expérience de gestion	+
Gestion de la flore exotique envahissante	+
Gestion de la faune exotique envahissante	+
Gestion des déchets de plantes exotiques envahissantes	+
Articles - Faune Sauvage	+



Lien vers le portail technique de l'OFB : https://professionnels.ofb.fr/fr/eee

https://professionnels.ofb.fr/fr/eee https://www.ofb.gouv.fr/les-especes-exotiques-envahissantes



https://www.genieecologique.fr/sites/default/files/documents/biblio/note-de-synthese-cctp-evee-v14.pdf

Cahiers des charges et EVEE

Préconisations pour une meilleure prise en compte du risque de dissémination des espèces végétales exotiques envahissantes (EVEE) terrestres dans les projets de travaux.

Document rédigé par le groupe de travail EVEE de l'Union professionnelle du génie écologique (UPGE) pour la préconisation de rédaction des CCTP.

Septembre 2020





Stockage de matériaux sans précaution sur un massif de renouée - photo ©Aquabio

MERCI DE VOTRE ATTENTION



Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement



